

Cohésion et transitions : agir autrement

Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe CFDT

Pour la quatrième année, le CESE présente un rapport sur l'état de la France, basé sur l'analyse des « nouveaux indicateurs de richesse complémentaires au PIB », menée par différentes sections. Nous disposons maintenant d'un regard dans la durée des indicateurs, qui évoluent peu d'une année sur l'autre. Cela nous invite à adapter l'exploitation que nous pouvons en faire dans le cadre du RAEF. Pas de focus cette année, mais une analyse, menée en partie avec le CRÉDOC, pour étudier le décalage entre le ressenti négatif des Français et la réalité de statistiques présentant des situations plutôt meilleures que les moyennes européennes.

Ce travail s'inscrit donc dans le droit fil de celui mené dans l'avis *Fractures et transitions* : réconcilier la France.

Pour la CFDT, il est important que l'analyse des indicateurs du RAEF permette de mieux cerner les éléments, en particulier les inégalités, qui contribuent à miner la cohésion sociale et/ou à compromettre les transitions. Il a donc été nécessaire de dépasser la seule analyse des chiffres globaux par indicateur.

Il est ainsi vérifié que les inégalités peuvent se cumuler, s'agréger sous différentes formes et la situation se dégrader pour certains, en particulier les plus pauvres.

Par exemple, la France fait partie des pays de l'OCDE où l'écart entre les résultats scolaires est le plus marqué en fonction du statut social des parents et de leur lieu d'habitation, et où la sortie précoce du système scolaire des jeunes garçons reste préoccupante.

Si les indicateurs économiques et sociaux ne placent pas la France dans les pays les moins inégalitaires, après redistribution, on doit aussi considérer notre taux de chômage élevé, la faible évolution de l'espérance de vie en bonne santé, les fortes disparités territoriales et le retard important en matière de recherche et développement. Enfin, des résultats plus que mitigés sur les enjeux environnementaux, sur le bilan carbone et l'artificialisation des sols, montrent l'insuffisance de la prise en compte de l'écologie.

Une nouvelle fois, à partir de ces constats, le Rapport annuel propose aux décideurs des pistes de réflexion et d'action pour relever le double défi de la cohésion sociale et des transitions nécessaires. Face à ces urgences, la CFDT partage et soutient les deux propositions formulées en conclusion de ce RAEF : la mise en œuvre d'une refonte globale de la fiscalité et l'engagement d'une politique volontariste d'investissement pour financer la transition sociale et énergétique. La CFDT a voté l'avis.